

aider la montée du Parti nazi et faciliter son accession au pouvoir.

Les camarades anglais déclarent que le résultat du referendum était une victoire pour la bourgeoisie, une défaite pour la classe ouvrière et reprochent au S.I. de ne pas répondre clairement si c'est une victoire ou une défaite. Bien entendu, ceux qui pensent qu'il s'agissait là d'une épreuve de force sont obligés de tirer une conclusion : victoire ou défaite. Mais on ne peut demander aux camarades qui ont nié le caractère d'épreuve de force de répondre. Ce que nous disons, c'est qu'il y a eu échec pour les partis ouvriers, non pour la classe ouvrière. Celle-ci n'a pas engagé ses forces dans ce « combat » et elle n'est pas battue. Elle n'est pas plus battue qu'à la suite d'une défaite parlementaire au sein d'une assemblée parlementaire.

Dans leur résolution, les camarades anglais écrivent que le referendum a pour conséquence un renforcement de l'aile droite du P.S. et une consolidation de l'Etat bourgeois. Je m'avoue absolument incapable de voir où se trouve ce renforcement de l'aile droite du P.S. et cette consolidation de l'Etat bourgeois. Sur ce point, la crise gouvernementale actuelle en France est plus difficile à résoudre que jamais ; ce sont les hommes politiques de la bourgeoisie qui se rendent compte que dans la situation actuelle les difficultés intérieures et extérieures sont telles que ce n'est pas par ces petites combinaisons qu'on résoudra la question et ce n'est par hasard que, déjà, de Gaulle réapparaît sur la scène politique en France et se fait entendre à nouveau.

Les camarades anglais ont comparé les camarades hostiles au « oui » aux sectaires qui en Angleterre étaient contre « Le pouvoir au Labour Party ». Les camarades anglais mélangent deux choses. Le mot d'ordre « Le pouvoir au Labour Party », ne les empêchait pas de se délimiter du Labour Party et s'ils n'ont pas présenté de candidats, ce n'est pas par peur de diviser la classe ouvrière ou à cause de la nécessité de faire un Front Unique, mais pour des raisons matérielles (trop gros frais). D'autre part, je ne crois pas que s'il y avait des camarades anglais au Parlement, ils soutiendraient, sous le prétexte de réaliser le bloc des voix ouvrières contre les voix bourgeoises, les mesures actuelles proposées par le Gouvernement travailliste. De toutes les mesures proposées par le Gouver-

nement travailliste il n'y a que l'abolition des mesures anti-ouvrières de 1927 qui eût été soutenue par nous et nous aurions repoussé toutes les autres, y compris les nationalisations.

En conclusion, je demande de voter la résolution dans laquelle nous proposons au C.E.I. d'approuver la position du S.I. de déclarer que le vote « oui » était une déviation opportuniste, que nous n'avions pas à choisir le moindre mal, que nous avions une Constitution bourgeoise à condamner, que cette Constitution était le produit de la collaboration de classes. Nous demandons de repousser l'argument de l'offensive bourgeoise et de l'épreuve de forces. Nous devons montrer comment le « oui » était mêlé à des illusions parlementaires et à une fausse conception du Front Unique.

Nous demandons à tous les camarades et à toutes les sections de l'Internationale d'étudier très soigneusement cette question du referendum, non pas que celui-ci doive jouer un rôle dans l'histoire de la France, mais parce qu'il aura une grande importance pour le développement de notre mouvement international. La situation en France est politiquement en avance sur beaucoup de pays et cela favorise l'élaboration de la politique dans nombre d'autres pays. Nous avons en France, à la suite d'un grand nombre d'élections, des indications exceptionnelles pour suivre les processus politiques avec une grande clarté. D'autre part, la section française est, pour le moment, la plus engagée dans un travail de masse. Le résultat des élections a montré que le Parti avait une zone de sympathisants assez large : 45.000 voix, dans une période de piétinement, quand existent tant d'illusions parlementaires, cela constitue un indice prometteur de la situation. Mais il y a pour le Parti français, même s'il avait une direction solide, de très grands problèmes qui se posent dans le passage d'un cercle de propagande à une organisation de masse. Par conséquent, toute action du Parti français présente un intérêt exceptionnel dans la période présente pour toute l'organisation internationale, car tous les pas en avant et tous les faux pas peuvent avoir une répercussion sur le développement de l'Internationale. Je conclus en demandant une discussion approfondie et un vote clair sur la résolution dans laquelle des amendements trouveront leur place à condition de ne pas entraîner une équivoque quant à la position de l'Internationale sur la question du referendum.

2) Votes

Résolution de la minorité française et des camarades anglais.

Pour : 2. Contre : 5.

Résolution du S.I.

Pour : 5. Contre : 2.

Le camarade Ernest précise que son vote est personnel.

3) Résolution adoptée par le C.E.I.

Adoptée: Pour, 5 voix. — Contre, 2 voix (délégué angl.-min. franç.).

Le Comité Exécutif International condamne le vote « oui » adopté par une majorité du Comité Central du P.C.I., comme une déviation typiquement opportuniste.

Le referendum du 5 Mai n'impliquait pas un choix forcé entre deux formes, l'une plus réactionnaire, l'autre moins réactionnaire, de l'Etat bourgeois ; il ne s'agissait pas d'un choix entre une monarchie bourgeoise et une république bourgeoise ou entre un Parlement à deux chambres et une Assemblée unique ; le referendum du

Voter « Oui » signifiait, qu'on le veuille ou non, consacrer l'Etat bourgeois, la propriété capitaliste, la défense nationale et l'oppression coloniale. Ce n'est pas une question de tactique, mais une question de principe de rester dans toutes les circonstances hostiles à une constitution bourgeoise, quelle qu'elle soit. Aucune raison de tactique ne pouvait justifier un abandon de cette position de principe envers l'Etat bourgeois.

Les raisons tactiques invoquées pour abandonner les principes se sont avérées, comme c'est toujours le cas en l'occurrence, en contradiction avec une juste analyse des réels rapports de forces entre classes. Le « oui » fut justifié par l'existence d'une « offensive de la bourgeoisie », tout au moins d'un « regroupement en vue d'une offensive », par la volonté de la bourgeoisie de faire du referendum une « épreuve de force », enfin par la nécessité d'opposer dans ces conditions, un « front unique » de la classe ouvrière.

Or, en France, comme dans toute l'Europe, la bourgeoisie, loin de passer à l'offensive, ne songe encore qu'à trouver les moyens d'endiguer ou d'étaler la poussée des masses. Pour toute la presse capitaliste mondiale, le referendum du 5 Mai et les élections du 2 Juin ont apporté la satisfaction... de ne pas voir se poursuivre pour le moment la montée du Parti Communiste.

La notion de « regroupement » de la bourgeoisie, sous la forme vague où elle fut employée pour justifier le « oui », apporte seulement de la confusion. La bourgeoisie n'a certes pas l'intention de disparaître sans combattre ; depuis l'effondrement du régime de Vichy et de ses formations de combat, la bourgeoisie française n'a fait que chercher à « regrouper » ses forces, mais elle n'a encore pu reconstituer rien de solide et le rejet de la Constitution le 5 Mai ne l'a en rien aidée. En retirant une trentaine de listes du P.R.L. au profit du M.R.P. à la veille des élections du 2 Juin, le capitalisme français a montré que, dans ses essais de regroupement, il procède encore avec beaucoup plus de prudence et d'hésitation qu'avec un esprit offensif.

L'argument relatif à « l'épreuve de force » n'avait aucune justification avant le referendum ; il avait pour base à la fois la substitution des rapports parlementaires entre partis aux véritables rapports de forces entre classes et l'assimilation erronée de la classe ouvrière aux grands partis qui la trahissent. Mais cet argument s'affondre littéralement après coup. Ni le referendum du 5 Mai ni les élections du 2 Juin où le M.R.P. a emporté des succès électoraux, n'ont entraîné de coup de barre à droite de la bourgeoisie sur un terrain quelconque. Au contraire, celle-ci craint de voir le Parti Communiste passer dans l'opposition. En réalité, cette soi-disant « épreuve de force » de laquelle le prolétariat serait sorti vaincu est suivie par un tournant à gauche du Parti Communiste et de la C.G.T. sur la question des salaires, tournant opéré, il est vrai, à la veille des élections mais pour prévenir la profonde volonté de combat des masses qui n'ont pas vu, dans une accumulation de bulletins de vote, une défaite de leur classe.

L'idée d'un « front unique » électoral est en contradiction avec tout l'enseignement de Lénine et de Trotsky sur le front unique : marcher séparément, frapper ensemble. Le véritable front unique, c'est-à-dire un accord pour une lutte réelle en vue d'un objectif précis, ne peut pas prendre la forme d'un vote commun avec les partis réformistes pour une Constitution bourgeoise, en vue de « barrer la route à la réaction ». Sous le nom de front unique se manifeste, ainsi, le plus vulgaire opportunisme électoral.

Lorsque le parti révolutionnaire appelle à voter pour les candidats des partis ouvriers, il ne procède à aucun front unique ; il agit ainsi pour éliminer des obstacles sur la voie du développement politique de la classe ouvrière, mais ne prend aucune responsabilité pour le programme des candidats et partis pour lesquels il appelle

à voter. La décision de voter « oui » entravait le développement politique des travailleurs en faisant avaliser par le parti révolutionnaire le programme de la collaboration de classe, du tripartisme, qui a trouvé son expression la plus complète dans la Constitution.

Lorsque nous défendons les mots d'ordres de : « Gouvernement ouvrier et paysan » de « Gouvernement P.S.-P.C.-C.G.T. », de « Labour to power » nous ne le faisons pas sur le programme défendu par ces partis, mais au contraire, nous le faisons pour que les masses forcent ces partis à appliquer le programme des travailleurs. Dans le cas du referendum, il s'agissait en votant « oui » de plébisciter la plate-forme du tripartisme contre laquelle il faut précisément mobiliser les masses au nom du Gouvernement P.S.-P.C.-C.G.T.

Le referendum du 5 Mai était avant tout une manœuvre électorale de la bourgeoisie, en particulier de son principal parti à l'heure actuelle, le M.R.P. Cette manœuvre visait les objectifs suivants :

a) rejeter sur les seuls partis ouvriers la responsabilité des résultats désastreux de la politique tripartite dont la constitution était le couronnement ;

b) effrayer les partis ouvriers en les laissant seuls avec la classe ouvrière, sur un plan sans danger pour la bourgeoisie, et les forcer ainsi à faire preuve de plus d'opportunisme ;

c) faire peser sur l'Assemblée élue le 2 Juin l'hypothèque du vote au referendum et obtenir des concessions des élus socialistes et stalinien ;

d) accessoirement, pour le M.R.P., se défendre sur sa droite contre le P.R.L.

Le résultat du referendum du 5 Mai a été un échec des partis ouvriers et non un échec de la classe ouvrière.

Les partis socialiste et stalinien, en criant à l'offensive de la réaction et en appelant les travailleurs à y répondre avec des bulletins de vote, sont restés fidèles à leur nature opportuniste. La décision de la majorité du Comité Central du P.C.I. de voter « oui » sous prétexte de ne pas se couper des masses, a été l'expression de la crainte de se délimiter nettement des grands partis, notamment du parti stalinien, et n'a été qu'une adaptation à l'opportunisme de ces partis. La politique de ces partis tend à renforcer les illusions parlementaires dans les masses. Le vote « oui » pour la Constitution décidé par le Comité Central, malgré les déclarations destinées à expliquer que c'était un oui qui voulait dire non à toutes les dispositions de celle-ci, a contribué à nourrir les illusions parlementaires.

Les élections du 2 Juin ont pertinemment montré que le succès remporté par le P.C.I. fut certainement limité par la crainte de bien des sympathisants de « perdre des voix » de « faire ainsi le jeu de la réaction », ce qui les a conduits à voter pour le parti stalinien.

Le Comité Exécutif International appelle tous les membres de la IV^e Internationale à étudier la question du referendum en France et à en assimiler les leçons. D'une part, les multiples élections au cours de ces derniers mois, dans les pays où les processus politiques exerceront la plus grande influence en Europe Occidentale, permettent de suivre ceux-ci avec une précision et une minutie extrême.

D'autre part, sur un épisode du développement de la situation en France, s'est révélé le danger devant lequel peut se trouver placée une de nos sections dans son passage de cercle propagandiste à un parti qui s'enracine dans les masses : les résultats acquis par un opiniâtre travail de défrichage avec le programme révolutionnaire ne peuvent être conservés et acérés par des tactiques ou des manœuvres en contradiction avec ce programme. Les années de lutte des bolcheviks-léninistes de France avant et pendant la guerre et depuis la « libération », ont abouti au succès du 2 Juin où 45.000 travailleurs ont voté pour les listes du P.C.I. Ce résultat